



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

# ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS ON NE LÂCHE RIEN!

## Contre la politique de Sarkozy Pour un service public de la petite enfance

Les professionnels et les parents ne lâcheront pas l'affaire contre un gouvernement qui veut liquider l'accueil collectif des jeunes enfants et au delà, l'école maternelle :

Abrogation du décret Morano/Sarkozy et de la loi UMP sur les maisons d'assistantes maternelles! Arrêt de toutes les mesures visant à déqualifier les professions de la Petite enfance.

Sarkozy trouve des milliards pour les banques et les grandes entreprises et, au nom de la « réduction des déficits », détruit tous les services publics et droits sociaux, la santé, l'éducation, la retraite...

Il n'y a pas de fatalité. Dans d'autres pays d'Europe, des systèmes d'accueils publics et gratuits garantissent à tous les parents un accueil de qualité des tout-petits. En Suède le taux d'encadrement est d'un adulte pour 3 enfants.

Il faut imposer une autre répartition des richesses pour financer une autre politique :

- un **service public d'accueil des jeunes enfants, gratuit** et financé nationalement, avec des modes de gardes diversifiés (crèche, halte-garderie, crèches familiales publiques,...), avec des professionnels qualifiés, avec un statut et reconnu,
- de nouvelles normes d'encadrement en accueil collectif: **un-e professionnel-le pour 4 enfants.**
- la création par les régions et l'Etat **d'écoles publiques et gratuites pour former les milliers de professionnels qualifiés** nécessaires à la création des centaines de milliers de places d'accueil manquantes.
- le rétablissement de l'ensemble des postes supprimés dans l'Education nationale qui mettent fin à la scolarisation des tout petits en Maternelle.
- le droit des parents à une scolarisation en maternelle de leur enfant de deux ans dans des conditions adaptées à cet âge (effectifs réduits, formation des enseignants).

Les collectivités locales, y compris celles « de gauche » doivent cesser de pratiquer le « surbooking » d'enfants dans les établissements et de recruter toujours plus de professionnels peu qualifiés (et sans possibilité de professionnalisation).

## Public-Privé, tous-tes ensemble

La création, en 2009, du Collectif unitaire « Pas de bébés à la consigne » regroupant des syndicats de la petite enfance, des associations, des mouvements féministes a été déterminante dans la mise en mouvement des salariées de la petite enfance.

Moins d'un an après le passage en force du gouvernement, pas question de le lâcher l'affaire !

Il faut initier des collectifs unitaires partout et réunir professionnels et parents afin d'organiser les suites de la mobilisation, faire reculer Sarkozy, imposer d'autres choix et une autre répartition des richesses.

### POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil  
Ou par mail à : [ecriture@npa2009.org](mailto:ecriture@npa2009.org)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :



## ENTREPRISES DE CRÈCHE, DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC...

Au nom d'une «concurrence non faussée», la commission européenne veut supprimer toute norme d'encadrement pour les établissements d'accueil et remettre en cause les financements publics aux structures publiques. La directive européenne sur les services s'attaque à tous les services publics, établissements publics de la petite enfance compris.

D'ores et déjà des municipalités de droite et «de gauche» privatisent des structures municipales ou en confient la gestion à des «entreprises de crèche» privées par «délégation de service public».

Dans les deux cas, les critères de rentabilité des entreprises privées sont en contradiction avec le bien être des enfants et des salarié-e-s.

**Stop aux privatisations! Remunicipalisation des structures petite enfance offertes au privé.**



## PROFESSIONNELLES OU BONNES À S'OCCUPER DES ENFANTS ?

Les attaques contre les crèches et maternelles rognent les acquis de la lutte des femmes pour leur autonomie. Les femmes ont obtenu le droit de travailler et de ne plus être confinées à la maison pour garder les enfants et assumer les tâches domestiques.

Il manque des centaines de milliers de places d'accueil collectif et les femmes qui ne peuvent payer un accueil privé n'ont d'autre choix que de rester chez elles. Cette exclusion temporaire de la vie sociale rend plus difficile le retour à un emploi, et encore plus à un emploi qualifié. Le manque de places en accueil collectif accentue les inégalités entre hommes et femmes, entre femmes des milieux aisés et celles des classes populaires. Rareté et cherté des modes d'accueil ont souvent raison des calculs budgétaires des parents aux salaires modestes et font chuter le taux d'activité des mères.

Les métiers de la petite enfance restent peu reconnus et sous-payés. L'une des raisons tient très clairement aux représentations sexistes: quoi de plus naturel pour une femme que de s'occuper d'enfants? Ces métiers sont largement occupés par des femmes issues de catégories populaires.

S'appuyant sur l'idéologie patriarcale, qui considère le travail en crèche comme un «emploi féminin» où «l'instinct maternel» primerait sur le diplôme, la droite veut un peu plus dévaloriser et sous-payer le travail auprès des jeunes enfants.